

SNCF : la reprise de la dette "demandera un effort supplémentaire des contribuables"

Édouard Philippe a invité l'ensemble des syndicats de la SNCF et leurs responsables confédéraux à des réunions bilatérales le 7 mai à Matignon.



"Ce pacte national ferroviaire est un engagement considérable pour le pays, je proposerai à chacune des confédérations de me rencontrer avec la ministre des Transports et vos délégations syndicales le 7 mai", écrit le Premier ministre. - © GERARD JULIEN / AFP/ GERARD JULIEN

Au 10e jour d'une grève perturbant encore fortement le trafic des trains, le Premier ministre confirme la reprise progressive de la dette de la SNCF par l'État à compter du 1er janvier 2020 et souligne que "cela demandera un effort supplémentaire des contribuables".

Certains y ont vu l'annonce d'une possible augmentation de la fiscalité. Matignon a cependant assuré à Libération¹ que "les prélèvements ne seront pas alourdis pour financer cette reprise de dette".

Le Premier ministre a invité l'ensemble des syndicats de la SNCF et leurs responsables confédéraux à des réunions bilatérales le 7 mai à Matignon sur la réforme ferroviaire, dans une lettre qu'il leur a adressée mardi 24 avril.

"Ce pacte national ferroviaire est un engagement considérable pour le pays. Je proposerai à chacune des confédérations de me rencontrer avec la ministre des Transports et vos délégations syndicales le 7 mai", écrit le Premier ministre. "Je souhaite que ces rencontres se déroulent dans le respect des concertations poursuivies entre-temps au sein de l'entreprise, de la branche et auprès de la ministre des Transports. Je réunirai également le 7 mai les dirigeants de la SNCF, les représentants de la branche ferroviaire, ainsi que ceux des usagers et des chargeurs", poursuit-il.

Toutes ces rencontres seront des réunions bilatérales, a précisé Matignon.

► Lire aussi : **SNCF : l'intersyndicale veut négocier directement avec Édouard Philippe**

Une invitation qui constitue "un recul du gouvernement à mettre au crédit" de la mobilisation des cheminots, a déclaré mardi Laurent Brun, secrétaire général de la CGT cheminots, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale.

"Le Premier ministre prend le dossier en main, c'est un élément positif pour nous à mettre au crédit du rapport de force", a-t-il dit devant la presse, s'exprimant au nom de

¹http://www.liberation.fr/france/2018/04/24/sncf-edouard-philippe-va-rencontrer-les-syndicats_1645608

l'intersyndicale. "Nous participerons donc avec de fortes exigences le 7 mai aux réunions" prévues à Matignon. "On verra le 7 mai si ce n'est pas un coup de com' du Premier ministre", a ajouté auprès de l'Agence France-Presse Erik Meyer de SUD Rail.

Reprise de la dette

Dans ce même courrier, Édouard Philippe confirme par ailleurs la reprise progressive de la dette par l'État à partir du 1er janvier 2020, comme l'a annoncé le 12 avril le président Emmanuel Macron, mais il souligne qu'elle

"demandera un effort supplémentaire des contribuables, qui apportent déjà chaque année plusieurs milliards d'euros au financement du système ferroviaire" afin "de couvrir ses coûts de fonctionnement et d'investir dans son entretien et dans son développement... J'y vois la marque de l'attachement de l'ensemble de la nation au service public ferroviaire", note le Premier ministre.

La lettre est une réponse à celle envoyée par l'intersyndicale à la ministre des Transports, Élisabeth Borne, la semaine dernière. Dans cette missive, les syndicats de cheminots expliquaient avoir ressenti les annonces du projet de filialisation de l'activité fret, puis celle de la date d'arrêt des recrutements au statut de cheminot fixée au 1er janvier 2020, comme "une véritable provocation".

"Sur ces deux sujets, il était établi que les discussions devaient être menées avant que les décisions ne soient annoncées", avaient-ils écrit à Élisabeth Borne.

Les syndicats de la SNCF se réunissent mardi, au dixième jour d'une grève qui perturbe encore fortement le trafic, pour débattre de la stratégie à adopter face à un gouvernement inflexible. Le taux de grévistes s'élevait à 17,87 % à la mi-journée, selon le groupe ferroviaire. C'est à peine plus que lundi, jour où le mouvement avait enregistré son taux le plus bas. Néanmoins, la mobilisation des agents indispensables à la circulation des trains reste élevée : 63,4 % des conducteurs, 53,3 % des contrôleurs et 26,3 % des aiguilleurs.